

LE SPECTATEUR

DE

L'ORIENT.

Livr. 16. — 10 (22) Avril, 1854.

Mémoire sur l'état de l'Empire Ottoman, rédigé au commencement de l'année 1836.

—
TROISIÈME PARTIE.

(V. la Livr. du 10 (22) Mars).

L'ENTRÉE de la Turquie dans le droit public de l'Europe, ayant eu pour conséquence immédiate la conclusion, entre elle et les Puissances Européennes, de nombreux traités dont l'influence directe sur ses destinées est évidente, il faut, avant tout, faire mention des principaux d'entre ces traités.

En passant cependant en revue, de la manière la plus rapide, ceux qui ont terminé différentes guerres avec la Turquie, depuis et y compris celui de *Carlovitz* en 1699, mon intention n'est pas de faire un recueil des traités

avec la Porte ; mais uniquement de faire ressortir le but que les Puissances européennes se proposaient d'atteindre par les guerres qu'elles ont entreprises ou provoquées contre la Porte, et si l'Empire ottoman a dû s'applaudir d'avoir directement participé au droit public de l'Europe.

J'ai suffisamment indiqué dans la seconde partie, l'époque où les Puissances Européennes ont songé sérieusement aux moyens d'imposer une digue aux conquêtes des Musulmans. Après une guerre qui a duré depuis 1683 jusqu'en 1699, ce but a été enfin atteint dans un petit village de l'Esclavonie nommé *Carlovitz*, par l'alliance entre l'Autriche, la Pologne, la République vénitienne et la Russie. Le même congrès a donné naissance dans ce village, à trois traités définitifs mais séparés, entre la Turquie et les trois Puissances alliées, et à une trêve avec la Russie, qui fut aussi convertie en traité définitif à Constantinople, le 13 Juillet 1700.

Par ces traités, les Puissances chrétiennes ont imposé, pour la première fois, des bornes aux envahissemens des musulmans, en posant, comme principe de leurs négociations, *luti possidētis*. On n'a qu'à consulter les clauses de ces traités, pour reconnaître combien l'Empire turc déviait visiblement de ses principes constitutifs. Toutes les clauses, au profit des Puissances chrétiennes, renfermaient aussi des garanties pour leurs sujets contre la législation musulmane ; c'était enfin une ligne de circonvallation que l'on traçait autour de cet Empire, et qui était destinée à se rétrécir au fur et à mesure que la Porte a voulu reprendre une soi-disant énergie, et jouer le rôle de Puissance prépondérante.

Depuis le traité de *Carlovitz*, qui a obligé la Turquie à transiger avec les chrétiens de puissance à puissance, différens autres traités ont été conclus à la suite de guerres de peu de durée, et qui toutes tournaient au désavantage des musulmans. Celui de *Passarowitz* surtout, qui a été conclu en 1718, à la suite d'une guerre de la Turquie contre *Vénise* et l'*Autriche*, est remarquable sous le rapport des grandes concessions que la Porte a été forcée de faire, plus particulièrement à l'Empereur, à cause de ces faits d'armes qui ont illustré le grand capitaine de cette époque, le Prince Eugène de Savoie.

Malgré ce traité si glorieux pour l'Autriche, la Turquie n'a pas cessé d'être considérée comme une Puissance de premier ordre. Les maux qui la minaient intérieurement n'avaient pas encore pu paralyser les forces immenses de cet Empire ; et il lui était encore réservé de paraître avec quelque avantage dans l'arène, et de se mesurer avec ses deux grands adversaires, la Russie et l'Autriche, d'obtenir même à Belgrade, en 1739, une paix honorable, paix qui a été de longue durée avec l'Autriche ; mais après laquelle la Turquie, ayant renouvelé en 1768 ses hostilités contre la Russie, à l'occasion des troubles de la Pologne, a senti la main de fer que la Providence préparait pour abaisser l'ennemi de la foi chrétienne. Cette guerre a été terminée en 1774, par la conclusion du traité de *Kioutzouk Kaïnardji*.

Jusqu'à cette époque, la Turquie avait voilé, ou pour mieux dire, avait elle-même ignoré sa faiblesse. En effet, depuis 1699 jusqu'à 1774, cet empire avait cessé d'être conquérant ; mais tous les efforts de ses ennemis n'avaient réussi qu'à le restreindre dans les bornes que la conquête

lui avait précédemment assignées. Il était réservé au génie créateur de Pierre le Grand de montrer du doigt le point d'où la Russie devait, sous Catherine II, partir pour abaisser l'orgueil musulman, et faire sonner l'heure de la décadence réelle de l'Empire ottoman. Le traité de Kaïnardji conclu après une guerre de six ans, a mis à découvert la faiblesse de la Porte.

Par cet instrument mémorable d'habileté et de prévoyance, la Russie a porté l'atteinte la plus mortelle à la Turquie. En effet, l'émancipation apparente de la Crimée, et l'indépendance politique qu'elle a obtenue en faveur du Khan des Tartares, n'étaient en réalité que le prélude de l'envahissement de cette belle péninsule, par l'abdication des droits de ce nouveau souverain en faveur de l'Impératrice Catherine. C'est ce même traité qui a stipulé la protection de la Russie sur la Moldavie et la Valachie, et qui a jeté les fondemens de l'influence exclusive qu'elle a exercée depuis, sur deux points aussi importants pour ses opérations stratégiques, à cause de leur position et de la fertilité de leur sol. Par l'apparition de ses flottes, pendant cette guerre, dans la Méditerranée; la Russie a pu se faire connaître à ses coréligionnaires de la Morée, de l'archipel, et de toute la côte de l'Asie-Mineure. Aussi n'a-t-elle pas négligé d'introduire dans le traité de Kaïnardji, l'article 17, relatif à des immunités accordées aux habitans des îles de l'archipel; enfin, par l'intervention qu'elle s'est habilement ménagée en faveur du rite grec, la Russie a su exercer une influence morale sur les populations qui le professaient. On peut donc considérer le traité de Kaïnardji comme la base principale de la politique de la Russie envers l'Empire ottoman, et comme l'instrument fatal qui, manié

par des mains aussi fortes et aussi habiles, a paralysé, en définitif, les forces de l'Empire ottoman; car tous les traités subséquens conclus entre la Russie et la Porte, doivent être considérés comme les corollaires de ce traité important.

Il me sera permis de signaler, à cette occasion, la différence des principes politiques qui faisaient agir les trois Puissances européennes, dont les états circonscrivaient alors l'Empire ottoman du côté de l'Asie et de l'Europe; cette différence est d'autant plus digne d'attention que, par sa continuation jusqu'à nos jours, on peut inférer qu'il n'y a de principes politiques surs et profitables, que ceux qui émanent des besoins que fait naître la position naturelle des nations; et que les aberrations fréquentes d'une politique subordonnée à des nécessités du moment, ou à des intérêts étrangers à ceux que les besoins de la société exigent impérieusement, n'entraînent après elles, qu'un repentir tardif et une ruine inévitable. L'état actuel de la Turquie elle-même nous le prouve assez.

Depuis la frontière de l'Asie qui séparait la Perse d'avec la Russie, jusqu'aux bords de la Méditerranée en Dalmatie, trois Puissances (sans compter la Pologne qui après peu allait disparaître) embrassaient l'Empire ottoman: la Russie, l'Autriche et la République de Venise.

La politique de ces deux dernières, qui ont aussi formé la première alliance systématique contre la Turquie, a été d'abord une politique de défense personnelle, d'opposition armée contre la conquête. Elle a été ensuite assujettie au système de se procurer une frontière propre à mettre les deux États alliés à l'abri de toute ambition musulmane. La paix de *Passarowitz* a servi amplement à atteindre ce but.

Dans la suite, la perte de Belgrade a déconcerté ce plan; mais la faiblesse toujours croissante de la Turquie ne donnant plus d'ombrage, l'Autriche, ainsi que la République de Venise, des états de laquelle elle a de nos jours hérité, ont persisté à l'égard de la Turquie, dans le principe d'une politique purement défensive et expectante.

La même politique ne pouvait pas être celle de la Russie. Cette Puissance sentait le besoin de se délivrer du voisinage de ces hordes de Tartares qui dévastaient continuellement toutes ses contrées. Elle a aussi par la suite, compris la nécessité de s'agrandir du côté du midi. Ce n'était qu'au détriment de la Turquie qu'elle pouvait obtenir les débouchés que réclamait sa prospérité intérieure. Elle a donc dû assujettir sa politique à ses propres besoins; et dès le début, elle a déployé le caractère de Puissance agressive. Sa politique ne pouvait qu'être offensive à l'égard de la Turquie.

Une remarque ne serait pas déplacée ici. Le rôle de la Russie était depuis long-temps tracé dans ses relations avec la Porte. Elle y a persévéré jusqu'à la fin sans dissimuler ses vues; mais ce qui paraît une anomalie inexplicable, c'est la politique peu excusable des autres Puissances, dont les intérêts, d'après leur conviction politique ou juste, ou erronée, exigeaient la conservation intégrale de l'Empire ottoman, surtout après le règne brillant et heureux de Catherine II qui a entraîné la ruine de la Pologne. La France, entre toute les autres Puissances, à cause de sa position géographique, devait en effet prendre à tâche, politiquement parlant, de défendre par ses conseils, l'Empire ottoman; cependant la France, comme par une sorte de fatalité, a constamment irrité la Porte,

tantôt contre la maison d'Autriche, et tantôt contre la Russie. Sans égard à la position de l'Empire ottoman, et dans le but unique d'enfanter des difficultés à ses propres ennemis, elle avait sacrifié son allié à ses intérêts du moment. C'est ainsi que dans sa guerre qui a donné naissance au traité de Kainardji, le cabinet de Versailles, croyant mettre des bornes à la prépondérance croissante de la Russie, surtout du côté de la Pologne, avait excité l'Empire ottoman contre elle. L'Angleterre a aussi commis la même faute à trois reprises, et cette vérité paraîtra dans tout son jour à mesure que nous avancerons dans cette 3^{me} partie.

L'Autriche de son côté, à cause des soupçons très excusables que les liaisons de la Turquie avec la France lui donnaient, n'a pas agi avec vigueur contre l'agrandissement de la Russie du côté de la Turquie. Elle s'est tenue jusqu'à l'avènement de l'Empereur Joseph II, à son système de défense, et elle se fit un devoir dans la suite, d'opposer des obstacles diplomatiques aux vues de la Russie. Mais cette dernière Puissance savait surmonter ces obstacles; à la conclusion du traité de Kainardji, l'Autriche s'est opposée à l'incorporation de la Valachie et de la Moldavie; mais ayant obtenu pour elle la Boukowine, elle n'a su empêcher, ni les stipulations que la Cour de Russie a obtenues en faveur de ces deux Principautés, ni l'indépendance de la Crimée. Toute cette critique, basée sur des faits historiques, prouve jusqu'à l'évidence, qu'il y a une divine Providence qui veille sur les destinées des malheureux peuples chrétiens assujettis au sceptre oppresseur de l'islamisme, et dont jamais, à aucune époque, (excepté la Russie) les hommes d'état les plus dis-

tingués, dirigeant les destinées des nations les plus civilisées de l'Europe, n'ont jamais voulu s'occuper, jusqu'à l'époque où ces peuples esclaves ont donné signe de vie, surtout en 1824, à l'étonnement de toute l'Europe chrétienne. Or, les décrets immuables de la divine Providence ne pourront jamais être déjoués par les vues politiques des faibles humains.

J'ai indiqué, autant que l'opportunité l'exigeait, la politique des Puissances limitrophes de la Turquie, sans m'arrêter à des détails inutiles. Je me bornerai aussi à faire observer que les 75 années qui séparent le traité de Carlowitz de celui de Kainardji, ont suffi pour développer dans l'Empire ottoman, les germes d'une décadence prononcée. Toutes les causes que j'ai énumérées dans la seconde partie de ce travail, portaient déjà leurs fruits. Des rebellions continuelles ont fait tomber de leur trône et périr différens Sultans ; les revenus de l'Etat étaient dans une confusion difficile à décrire, et d'autant plus déplorable, que le gouvernement, par ignorance et par faiblesse, était incapable d'y remédier; les contrées les plus rapprochées du centre même du gouvernement, se trouvaient pressurées par la cupidité et l'avidité de tous les préposés, dont chacun dans sa sphère, était un Pacha exerçant le même pouvoir arbitraire. Le peuple musulman était démoralisé, et par l'influence qu'acquerrait la Russie, la huitième cause de décadence que j'ai indiquée, prenait soudainement une importance très menaçante.

Sultan Moustapha III, souverain de beaucoup d'esprit, d'un jugement sûr et d'une volonté ferme, a mesuré vers la fin de son règne, l'abyme entrouvert sous ses pas. Il est mort dans la conviction que son Empire traînerait en-

core une pénible existence dans une longue et douloureuse agonie, sans pouvoir nourrir l'espérance d'y introduire une réorganisation salutaire. Or, on peut facilement conclure que si pendant le règne de ce souverain, alors qu'il restait encore à cet Empire un principe de vie, l'impossibilité d'une réorganisation était évidente, à plus forte raison ne doit-on pas l'espérer dans des tems où, le mal organique empirant de la manière la plus effrayante, doit infailliblement amener la décomposition de ce corps.

Sultan Hamid, frère de Moustapha III, et père du Sultan Mahmoud, n'avait ni la force d'âme de son prédécesseur, ni les qualités requises pour un souverain, dans les tems surtout où son règne s'est rencontré. C'est après son avènement que le traité de Kainardji fut conclu ; cinq ans après, en 1779, une convention explicative, et un peu plus tard en 1781, une seconde dans ce genre, ayant été conclues, ces deux instrumens ont paru mitiger l'âpreté des clauses du traité de Kainardji ; mais ils n'en ont nullement changé la base principale. En 1783, un nouveau traité de commerce renfermant 81 articles et signé à Constantinople, n'a pas peu contribué, sous les règnes suivans, à ranimer les espérances déçues des populations grecques, et à développer chez elles cet esprit entreprenant qui les a tout à fait distinguées dans leurs opérations maritimes et commerciales.

Peu après, les dissensions intestines de la Crimée, ont accéléré, en faveur de la Russie, les résultats que promettait l'indépendance de ce nouvel Etat, stipulée dans le traité de Kainardji. Elles ont occasionné l'abdication de Schahin Guiray en faveur de l'Impératrice, et par ce fait seul, l'incorporation immédiate de cet Etat à la Russie.

Événement immense par ses résultats, sous le rapport politique et sous celui plus important encore, d'avoir pu réduire une population musulmane aussi belliqueuse et aussi fanatique, à la condition de sujets d'une Puissance chrétienne, et cette Puissance professait le rite des anciens dominateurs de toute la partie européenne et asiatique conquise par les Turcs. Cependant l'état déplorable des affaires intérieures de la Turquie, lui a fait subir la dure nécessité d'acquiescer formellement à cette incorporation par un traité signé en 1784 à Constantinople.

Trois ans après cette cession, Sultan Hamid crut pouvoir entreprendre une nouvelle guerre contre la Russie et l'Autriche. Les intérêts particuliers des Puissances européennes se faisaient un jeu de la crédulité musulmane, et l'espoir de recouvrer ses contrées perdues, rendait la Porte accessible à ces instigations. La coopération de Joseph II avec Catherine dans cette guerre, a fait sortir pour un moment l'Autriche de son système; mais après la mort de cet Empereur, la paix fut rétablie sous Léopold I, par le traité conclu en 1791 à *Sistow*, à la suite de la fameuse convention de Reichenbach, et sous la médiation de la Prusse, de la Grande Bretagne et de la Hollande. Depuis lors jusqu'à nos jours, l'Autriche n'a pas dévié un seul instant du système qu'elle s'était fait à l'égard de la Turquie.

Le rôle de la Russie envers l'Empire ottoman étant tout différent de celui de l'Autriche, elle a suivi son système d'agression jusqu'au moment où elle a pu obtenir les avantages que ses intérêts revendiquaient. Et l'on ne peut se dissimuler que les excitations impolitiques près de la Porte, des Puissances rivales de la Russie, ont beaucoup contribué à accélérer la réalisation de ses souhaits.

Mais avant de pousser à la guerre deux voisins de forces inégales, il faut avant tout, étudier les intérêts qui font agir le fort contre le faible, et calculer d'avance, dans l'intérêt général, les conséquences d'une pareille guerre; car on risque sans cela, d'amener des bouleversements dont le poids retombe sur le provocateur. Mais avant d'en venir à une conclusion, il faut suivre le cours de cette narration.

La nouvelle guerre, qui éclata en 1787, a été extrêmement malheureuse pour la Porte. Deux ans après, Sultan Hamid est mort, et son neveu, Sultan Selim III, est monté sur le trône en 1789. Il hérita de son oncle d'un Empire démembré et délabré, de trésors épuisés, et ce qui était pire encore, il monta sur le trône à une époque où l'Europe était destinée à devenir dans peu, le théâtre d'une guerre générale et d'une lutte de géans.

Après deux campagnes contre l'Autriche, Selim conclut, comme je viens de le dire, la paix à *Sistow*. Ces paix amenaient toujours des cessions plus un moins importantes de territoire. En octobre 1791, la Turquie a aussi conclu à *Yassi*, capitale de la Moldavie, la paix avec la Russie, en cédant à cette dernière tout le territoire situé entre le Bog et le Dniester, et en confirmant tous les traités antérieurs. Des intérêts majeurs, provenant de la position alarmante des affaires en France, ont forcé les médiateurs à sacrifier cette fois encore comme de coutume, la Porte ottomane.

Le règne de Sultan Selim est remarquable :

1°. Par les circonstances qui ont accablé toute l'Europe, et dont l'influence, tantôt directe et tantôt indirecte sur la Turquie, a fait de Constantinople un véritable théâtre d'intrigues diplomatiques.

2°. Par les idées de réforme qui se sont introduites dans l'esprit de *Selim*, dont le caractère doux et magnanime ne pouvait jamais s'accorder avec la dureté et l'énergie qu'exigeait l'exécution d'un plan aussi contraire aux mœurs, aux usages et surtout aux principes religieux de la nation.

3°. Enfin, par les guerres intestines et les déchiremens intérieurs, auxquels donna naissance l'opposition sourde et active des Ulémas et des Janissaires, contre les nouveaux plans d'organisation projetés par le Sultan et ses ministres.

L'expédition des Français en Egypte avait forcé la Porte à conclure en 1798 et 1799, deux traités d'alliance; le premier avec la Russie, et le second avec la Grande Bretagne. Il est à remarquer que la Turquie se trouve être introduite pour la première fois, dans des alliances européennes offensives et défensives; et ce qui est plus bizarre encore, elle devient l'alliée de son ennemi naturel, la Russie, contre son premier et son plus ancien ami, la France. Ce qui est encore plus digne de remarque, c'est que la Turquie, par ces deux traités, entre sans pouvoir en calculer les chances, dans le système des coalitions continentales que le génie de Pitt avait conçues contre l'esprit révolutionnaire de la République française. Cette même alliance qui a servi alors efficacement l'Empire ottoman pour faire rentrer l'Egypte sous sa domination, lui a valu la guerre dans la suite contre ses deux alliés, par les instigations de ce même Napoléon qui avait été le chef de l'armée expéditionnaire en Egypte, et cette même guerre cause le chute de *Selim* du trône de ses ancêtres. Etonnante vicissitude des choses humaines, qui prouve cependant combien les Etats doivent s'abstenir de la moindre

déviation des principes organiques, dont jamais gouvernement ne peut impunément s'écarter.

L'état de faiblesse où se trouve la Turquie, étant surtout le fruit de l'esprit d'innovation qui a été introduit sous le règne de *Selim III*, des conséquences facheuses qu'il a amenées, et de l'ébranlement social de l'Empire ottoman qui a été opéré depuis lors jusqu'à nos jours, il me paraît utile d'interrompre le cours de l'examen de cinq à six traités qui nous restent encore à citer, pour rendre plus intelligible et mieux raisonnée la conclusion générale qui terminera cette troisième partie de mon travail.

Sélim a été un de ces Princes que la bonté du cœur, l'aménité de caractère et le penchant aux améliorations intellectuelles et matérielles de ses sujets, aurait rendu l'idole de toute autre nation que d'une société musulmane. Son règne aurait peut-être procuré, malgré l'état déplorable où se trouvait la Turquie, quelques améliorations, s'il ne s'était rencontré, comme je viens de l'annoncer ci-dessus, avec les convulsions qu'avaient occasionnées dans toute l'Europe, la frénésie révolutionnaire de la France, et l'ambition démesurée du chef glorieux qui a présidé à ses destinées. Le Sultan avait, dès les premiers jours de son règne, remarqué l'infériorité de ses armées devant la discipline européenne. Il fut secondé par des ministres qui étaient du même avis, mais qui ne possédaient ni la théorie, ni la pratique de la science des gouvernemens civilisés. Ceux-ci, pour paraître agréables à leur maître, puisaient des idées confuses d'une civilisation européenne, chez les seuls individus qui, par leur éducation soignée, pouvaient procurer des traductions de

différens traités sur l'art militaire, sur les fortifications, et sur le droit public de l'Europe. Les princes grecs du Fanar étaient presque tous mis à contribution. Chacun de son côté procurait des fragmens, des mémoires, des traités mêmes entiers, sur telle ou telle matière qui leur était indiquée; mais il n'y avait ni ensemble, ni concert dans ces compositions, ni choix des ouvrages traduits.

Le Sultan et ses ministres avaient cru qu'une organisation militaire tenait au seul uniforme dont on affublerait quelques officiers et soldats, et à leurs évolutions mécaniques. Sans calculer les dépenses auxquelles serait entraîné l'État, sans songer aux vices inhérens à la nature de l'administration musulmane, sans prévoir que la nouvelle milice ne pourrait remplir le but qu'on se proposait, qu'autant qu'elle aurait des chefs imbus de la science stratégique, qui en elle-même exige d'autres connaissances vastes et diverses, le Sultan et son Conseil ont établi le corps du *Nizami Dtzédid*, organisé à l'européenne par des officiers de différentes nations qui s'étaient offerts comme instructeurs de cette milice. On n'avait pas touché au corps des Janissaires; mais à mesure que la nouvelle milice augmentait, l'ancienne manifestait hautement son mécontentement, aigrie, comme de raison, par le contraste de deux disciplines, par le soin qu'on apportait aux vêtemens, à la nourriture et aux armes de la nouvelle, et surtout par le discrédit dans lequel elle était tombé auprès du gouvernement.

Cependant dix ans presque s'étaient écoulés depuis la formation du *Nizami Dtzédid*, sans qu'il y eût dans la capitale le moindre mouvement insurrectionnel, malgré le blâme continuel des Ulémas contre toutes les entreprises

du gouvernement; mais les abus provenant de la permanence des *Essamés*, et par cela même, l'augmentation tous les jours croissante de la solde inutile des Janissaires, ayant nécessité la création de nouveaux impôts plus vexatoires que ceux qui existaient, amena une crise terrible dans toute l'étendue de la domination musulmane.

Les Pachas et les Ayans se révoltaient et résistaient les armes à la main, aux ordres de leur souverain, et nul moyen de les faire revenir à la raison; les populations paisibles des campagnes ne pouvaient plus se soustraire aux incursions des brigands; les armées du gouvernement qui se portaient contre les Pachas rebelles, dévastaient les villes, les villages et les campagnes plus que ne le faisaient les partisans de la rébellion. L'Empire enfin était dans une crise dont il était impossible de prévoir ni la durée, ni les conséquences; et c'est dans cet état déplorable que les passions de l'extérieur exerçaient l'influence la plus pernicieuse sur les déterminations d'un gouvernement faible qui voulait singer la civilisation européenne.

Dans cet intervalle, la nation grecque entraît dans une véritable ère de civilisation. L'influence qu'avaient prise les princes du Fanar sur le Divan, les mettait à même d'offrir une protection très efficace et continue à toutes les écoles et à tous les lycées qui s'établissaient dans Constantinople, ainsi que sur différens autres points de la domination ottomane. Ces princes, profitant du penchant du souverain et de celui son ministère à favoriser l'introduction des lumières, multipliaient les moyens d'instruction chez leurs nationaux.

Il est aussi à remarquer que les musulmans, tant à

cause de leur antipathie contre les innovations du *Nizami Dzedid*, que par ce reste de fanatisme que le corps des Ulémas ne cessait d'entretenir, laissaient tomber toutes les institutions scientifiques et les moyens d'éducation que le gouvernement tâchait d'établir; tandis que les chrétiens encouragés par le clergé et par leurs évêques dans l'acquisition de nouvelles lumières, ne se bornaient pas aux écoles qu'on était parvenu à établir dans le pays; mais commençaient à envoyer leurs enfans en Europe pour puiser dans les universités Allemandes, Françaises et Italiennes, des connaissances plus vastes et plus solides. Or, voilà les deux civilisations antipathiques, que j'ai précédemment citées, en présence, sur le sol même qui a vu leurs ancêtres s'en disputer la domination.

Les progrès rapides de la nation grecque dans ces derniers tems, ont été le fruit de cette force intellectuelle qui la distingue, et de ce tact instinctif qu'elle a à saisir les occasions et à en profiter. Mais il faut aussi avouer que des circonstances heureuses se sont présentées pour opérer le grand changement qui se prépare, et dont une partie vient d'être effectué. La première de ces circonstances est la tendance irrégulière et irréfléchie de Sélim et de ses ministres à introduire, sans méthode et sans plan arrêté, des réformes que ne pouvait admettre dans son sein une nation musulmane; la seconde est la protection qu'offrait à la nation grecque la Russie, par son traité de commerce avec la Turquie. Sous le pavillon russe, les Grecs ont accumulé des richesses immenses; le cercle de leurs entreprises commerciales s'est agrandi, et au moment où la voix de la Patrie s'est fait entendre, une nombreuse marine marchande, conduite par

des marins intrépides et habiles, a offert le spectacle imposant de se mesurer, toujours avec avantage, contre les flottes réunies des Turcs, des Egyptiens et des Barbaresques.

Sans avoir besoin de récapituler les huit causes de la décadence de l'empire Ottoman, cet exposé succinct en offre le tableau et représente la position de la Porte sous le règne qui avait le plus de tendance à se rapprocher de la civilisation européenne. La Porte, par les deux traités d'alliance qu'elle avait conclus avec la Russie et l'Angleterre, paraissait être admise en réalité au droit public de l'Europe, et placée de manière à pouvoir s'immiscer dans les grands intérêts de la république européenne; mais pour se maintenir dans une telle position, il lui fallait des forces à elle qui la rendissent indépendante des caprices des autres, et nécessaire, par son propre poids, à la balance européenne; autrement son admission au droit public de l'Europe ne pouvait que lui être funeste, en la rendant le jouet des intérêts des puissances prépondérantes.

La preuve de cette assertion se trouve dans les événemens qu'ont amenés les deux traités d'alliance en question. Napoléon prend le titre d'empereur des Français; dans ses combinaisons politiques entre le plan gigantesque de fermer les ports de toute l'Europe au commerce Anglais. La Russie, au commencement du règne de l'Empereur Alexandre, refuse d'y accéder; Napoléon fait la même proposition à la Turquie, en l'accompagnant de tout ce qui peut ranimer les espérances les plus flatteuses de celle-ci sur le recouvrement des provinces qu'elle avait perdues depuis 30 ou 40 ans. La Turquie, alléchée par cet appât, et éblouie par la grandeur de ce jeune conquérant,

sans calculer la portée de ses forces, sans reculer devant la fermentation des esprits dans l'intérieur de ses états, sans craindre les passions qu'avait soulevées l'introduction du *Nizami Dîzêlid*, sans égard enfin à sa position géographique qui la rendait, sous la double égide de la Russie et de l'Angleterre, presque inattaquable du côté de la France, rompt le traité d'alliance renouvelé avec la Russie, refuse à la Grande-Bretagne le renouvellement du sien, et oblige ainsi la Russie à faire entrer ses troupes dans les deux principautés de Valachie et de Moldavie. Or, voici encore une fois la guerre déclarée contre cette même puissance, dont les intérêts matériels n'avaient pas encore obtenu la limite qu'ils exigeaient, qui ne pouvait être contenue que par l'alliance qu'une circonstance fortuite avait fait conclure, et que la Porte, si elle avait été assez prévoyante, aurait dû soutenir et défendre par tous les moyens dont elle pouvait disposer.

Qu'en est-il résulté pour le Sultan lui-même et pour ses états, et à quoi lui a servi cette amitié du grand homme? La guerre contre la Russie est déclarée le 7 Janv. 1806; le 29 du même mois, l'ambassadeur d'Angleterre, sur le refus de la Porte d'accéder aux propositions qu'il avait été chargé par son gouvernement de lui faire, quitte Constantinople, et le 20 février, la flotte anglaise paraît devant la capitale de la Turquie, sans cependant arriver au but qu'elle s'était proposé, le parti français y étant encore très fort. Néanmoins l'apparition de la flotte anglaise a eu un résultat moral immense; elle a occasionné un armement général dans la capitale, et elle a fait ainsi sentir à une populace barbare et mécontente, qu'elle possédait des moyens de résistance; elle lui a rappelé sa force.

Quelques mois après, un millier de janissaires s'insurgent dans les petits châteaux du Bosphore; ce petit corps marche sur la capitale; la troupe régulière, bien armée, et montant de 15 à 20 mille soldats bien disciplinés, n'avait qu'à faire une petite lieue pour arrêter la marche triomphale de cette poignée d'insurgés; elle ne fait pas cependant un pas en avant. Les insurgés se présentent devant la caserne des artilleurs, qui se réunissent à eux. Alors ils se portent sur l'amirauté dont ils s'emparent sans la moindre résistance, et de là ils passent, sur des bateaux préparés d'avance, le canal qui sépare Galata de Constantinople, où ils sont accueillis, avec acclamations, par tout le corps des janissaires. Ceux-ci, déjà en pleine insurrection, renversent, selon leur usage, leurs marmites, invitent le corps des Ulémas qui se réunit immédiatement à eux, proclament simultanément la déchéance de Sélim III, en plaçant sur le trône son cousin Moustapha, et massacrent tous les ministres de Sélim dans les maisons et les rues de Constantinople. Le même jour, la révolte s'était déclarée dans le quartier général du grand vizir; ce qui prouve l'existence d'un plan ourdi entre la capitale et le quartier général. Il est aussi à remarquer que la nouvelle milice organisée à l'européenne, qui a occasionné tant de dépenses et tant de mécontentemens depuis dix ans, disparut comme par un coup de baguette, en se débandant la même nuit où cette poignée d'insurgés s'était portée sur Constantinople.

Cependant, Napoléon qui a fait sa paix à *Tilsitt* avec la Russie, a-t-il donné à son allié, victime de sa politique, tout ce qu'il lui avait promis? La seule évacuation temporaire des deux principautés par les

armées russes, sans néanmoins que la Turquie puisse en prendre possession avant la conclusion définitive de la paix à Paris sous sa médiation, avait été stipulée; et après avoir amusé long-temps la Turquie par des promesses vagues, Napoléon consentit même à la cession totale de ces principautés à la Russie, lors de sa fameuse entrevue avec l'Empereur Alexandre à Erfurt. Tel fut le grand résultat des pompeuses promesses de Napoléon! et j'oserai dire que c'est ce qui arrive ordinairement, lorsqu'un état faible se laisse entraîner par des promesses, que des intérêts étrangers font naître et qui tournent au détriment du faible lorsque le moment de l'arrangement entre les plus forts arrive.

Deux révolutions se succèdent à Constantinople dans l'espace d'un an et quelques mois, dont les conséquences ont été le détronement de ce même Moustapha qui a succédé à Selim, la mort consécutive et violente de ces deux souverains, et l'avènement du sultan Mahmoud.

La guerre entre la Russie et la Porte dura encore quatre ans; et la Porte, après d'énormes dépenses, et des pertes continuelles, tant du côté de l'Europe que du côté de l'Asie, fut contrainte à conclure la paix, sans aucune médiation étrangère, à Bucharest en 1812, avec le sacrifice de la Bessarabie, et de toutes les grandes forteresses qui s'y trouvaient, de la partie de la Moldavie située au-delà du Pruth, et de tout le cours du Danube depuis le point où la rivière du Pruth se jette dans le grand fleuve, jusqu'à ses confluens avec la Mer Noire. Tels sont les avantages qu'a recueillis la Turquie d'une guerre impolitique, que lui ont fait entreprendre des intérêts parfaitement étrangers aux siens, au détriment de son commerce,

de son indépendance et surtout de son organisation intérieure.

Il ne me reste plus, pour arriver à la conclusion générale, qu'à parcourir très rapidement les événemens qui ont signalé le règne du sultan actuel. Ce souverain offre un mélange étonnant de qualités et de vices. Ses entreprises promettant, selon les uns, une régénération de la Turquie, selon les autres, la chute inévitable de cet empire, il ne serait pas étranger au sujet que nous traitons d'y consacrer encore quelques lignes.

La contre-révolution qui a amené la chute de Moustapha, successeur de Sélim et frère de Mahmoud, fut l'œuvre du système féodal *Danuvien*. Le but qu'elle se proposait était le rétablissement du malheureux sultan Selim et la réorganisation du *Nizami Dztzédid* sur des bases plus larges et plus conformes aux principes constitutifs de l'état. Mais le chef de la confédération, *Moustapha Bayrakdar*, par ses lenteurs, a manqué son coup, en laissant assassiner le malheureux Selim; malgré cet assassinat, Moustapha a été détroné, et Mahmoud proclamé empereur; mais les plans des conjurés ont été bouleversés. Ils avaient une confiance sans bornes dans la vieille expérience de Selim, tandis qu'ils ignoraient le caractère du nouveau sultan, et redoutaient les écarts de son extrême jeunesse. Ils ont donc dû modifier le plan des innovations qu'ils projetaient, et ont en conséquence résolu de convoquer dans Constantinople, les états généraux de l'empire, composés de tous les Ayans ou chefs des anciennes familles prépondérantes, ou pour mieux dire, dominantes dans les grandes provinces de la Turquie Européenne et Asiatique, pour y délibérer sur la situation des affaires, tâ-

cher d'adopter un projet de réformes générales, et former, sous la dénomination de *Seymens*, un corps de nouvelle milice, composant l'armée permanente de l'état. L'organisation, l'équipement et tous les frais de ce corps devaient être à la charge des grands feudataires de l'Empire, et l'on fixa le contingent que chacun d'eux aurait à fournir dans le cas d'une guerre.

Si ce grand plan avait pu être exécuté, il aurait, sans contredit, opéré une régénération effective; mais comment espérer l'adoption d'un système opposé aux principes d'absolutisme des Sultans, et surtout d'un Sultan tel que Mahmoud, aux intérêts privés des Ulémas, à ceux des janissaires et de tous les Pachas dont la puissance devait s'anéantir avec le temps, par l'influence qu'acquéraient les Ayans?

Aussi malgré la réunion de cette assemblée générale, et la formation du nouveau corps de *Seymens*, peu de mois après les janissaires, qui ne paraissaient pas même songer à une réaction, se révoltent de nouveau, font dans la capitale un carnage épouvantable de tous les Seymens, tuent le vizir Moustapha Bayrakdar, ou pour mieux dire le forcent à se détruire lui-même, et poussent la révolte jusqu'à demander le rétablissement du sultan Moustapha, le frère détrôné de Mahmoud; mais celui-ci exerce sur son frère les mêmes mesures de cruauté dont sultan Selim avait été la victime, et se raffermir sur son trône par le manque d'un successeur. Mahmoud n'avait pas encore d'enfans.

Jusqu'à ce moment le sultan était assujéti à la tutelle de Bayrakdar et de son conseil; depuis ce moment, on peut dire que le règne de Mahmoud commence. Tous les actes souverains qui émanaient directement de lui por-

taient l'empreinte du fanatisme le plus effréné et d'une cruauté sans miséricorde. Le corps des Ulémas avait pris une influence sans bornes; toutes les affaires de l'état se traitaient et se décidaient en conseils tenus en présence du grand mouphti, chef suprême du corps des Ulémas, et le janissérisme était devenu plus remuant et plus audacieux que jamais.

Le système féodal des Ayans aurait pu maîtriser les abus des janissaires et de cette nuée de concussionnaires qui dévastaient toutes les parties de l'empire; mais il avait pour adversaires redoutables les Ulémas, les Pachas, les chefs des janissaires et en général tous les fonctionnaires de l'état. Ceux-ci parvinrent, après quelques années, à persuader au sultan que pour pouvoir régner, il devait se défaire de tous ces hommes influens, et s'emparer de leurs immenses richesses qui serviraient à pourvoir aux dépenses de l'état.

Depuis lors la persécution et l'extermination des Ayans donnèrent le coup de grâce à la seule force effective qui restait à l'état, surtout du côté du Danube. Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que la Turquie en 1812, surtout après les conférences d'Erfurth et l'abandon où Napoléon l'avait laissée, se soit soumise à une paix aussi désavantageuse et aussi honteuse, alors que la Russie avait sur ses bras le Bryarée du siècle. La Turquie avait justement perdu toute confiance en Napoléon; une dure expérience venait tout récemment de lui prouver combien ses promesses étaient fallacieuses; elle connaissait par les communications confidentielles de l'Angleterre et de l'Autriche, les décisions prises à Erfurth; et enfin la seule force armée qu'avait pu réunir à Roustzouk le grand vi-

zir Nazir Ahmed Pacha, l'homme le plus influent qui restât dans la Romélie, un corps de 20 mille Russes a pu l'anéantir à Slobosia sur le Danube.

Depuis cette paix qui a procuré à la Russie, tant du côté de l'Asie que du côté de l'Europe, la seule limite convenable pour assurer ses frontières contre les entreprises hasardeuses de la Turquie et des hordes asiatiques, et pour ouvrir surtout à ses provinces du Midi des débouchés nécessaires à leur industrie et à leurs produits agricoles, depuis cette paix, dis-je, la Turquie de son côté n'a fait que s'occuper de projets destructifs de sa puissance.

Le Sultan ayant réussi à exécuter son plan d'abolition des Ayans et à étouffer quelques révoltes intestines, a pu donner à son administration une apparence de force par la centralisation du pouvoir; mais les vexations et les abus des janissaires se multipliaient à l'infini; le gouvernement qui paraissait fort dans les provinces, était d'une faiblesse indicible dans la capitale; toutes ces considérations avaient suggéré au premier ministre, le fameux *Halet*, l'idée salutaire d'une réforme progressive, et par cela même radicale, d'une épuration du corps même des janissaires et de son organisation graduelle en armée régulière et disciplinée. En 1813, ce plan avait commencé à devenir l'objet principal des combinaisons du ministère particulier et occulte du Sultan, dont le président était *Halet*. Trois grandes mesures devaient, d'abord, précéder l'exécution de ce vaste plan de réforme: 1^o le redressement des griefs qu'avait fait naître la non exécution et l'interprétation de la part de la Turquie de quelques clauses du traité de Bucharest; 2^o l'extermination du fameux Pacha de Janina; et 3^o enfin, l'expulsion de l'Égypte d'un autre

redoutable vassal qui devenait de jour en jour plus à craindre.

Ces trois conditions préalables devaient précéder la grande réforme; mais la Turquie peut-elle jamais agir avec sincérité dans ses transactions diplomatiques? Au lieu de procéder avec la franchise nécessaire envers la Russie, elle ne faisait que finasser, elle opposait des arguties aux argumens mis en avant par le cabinet de St. Pétersbourg. Elle perdait, par cette marche tortueuse, des droits sur la ligne asiatique, et un temps précieux qui était suivi de circonstances périlleuses; enfin par une inconcevable précipitation du Sultan, avant qu'on put finir avec la Russie, on se déclare contre le Pacha de Janina, qui se défend vigoureusement, et met en mouvement toutes les peuplades belliqueuses grecques. Celles-ci, préparées d'avance, et unies par les liens patriotiques et indissolubles de la fameuse *hétairie* qui a organisé la grande insurrection hellénique de Février 1821, s'entendent avec leurs frères de la Morée, des îles de l'archipel, de l'Épire, de la Thessalie, laissent d'abord périr ce Pacha, ennemi formidable dont l'existence leur a été toujours fatale, et ouvrent courageusement cette lutte à jamais mémorable qui a donné naissance au nouvel état hellénique.

Le ministère Ottoman, à cause de la connivence de l'hospodar de Moldavie avec le prince Alexandre Ypsilanti et leur coopération dans la capitale de cette principauté, attribue l'entreprise des Hellènes aux instigations de la Russie, exerce les cruautés les plus inouïes contre les populations les plus inoffensives, soumises au sceptre musulman, extermine leurs chefs, et, malgré toutes les protestations de l'empereur Alexandre, fait tout ce qu'il peut

pour pousser à bout la longanimité de ce monarque; c'est ce qui a sauvé la Grèce.

Ces circonstances offrent l'occasion aux janissaires et aux Ulémas de culbuter le favori, et ces tentatives infructueuses amènent l'exécution du projet d'abolir ce corps, tandis qu'une crise aussi redoutable que l'insurrection grecque mettait l'empire à deux doigts de sa perte. Aussi a-t-il fallu un carnage de cannibales, tant dans Constantinople que dans toute l'étendue de l'Empire, pour en venir à bout.

Quel a été le fruit de cette précipitation ?

1° L'abolition d'une milice nationale qui, toute défectueuse, toute démoralisée, et tout oppressive qu'elle était, ne cessait cependant d'offrir la ressource d'un corps d'armée à opposer aux ennemis de l'empire.

2° Un état alarmant de guerre avec la Russie, circonstance qui donnait une force morale très prononcée, et de grandes espérances à la population grecque qui luttait contre la barbarie en faveur de son existence et de sa religion.

3° La consolidation du Pacha d'Egypte et son agrandissement au point de porter ses vues jusqu'à une indépendance complète.

Dans un tel état de faiblesse morale et matérielle, la puissance Ottomane aurait, sans aucun doute, atteint le terme de son existence, si les combinaisons politiques de l'Europe ne s'y opposaient, et surtout si la frontière que la Russie avait obtenue en 1812, n'était le complément véritable du but que de longues guerres et d'immenses sacrifices avaient amené. Or, la Russie ne désirait désormais que la consolidation de ces grands avantages et la

stricte exécution des clauses des différens traités, sans tergiversations ni finasseries de la part de la Turquie.

Par le traité conclu à *Ak-kerman* elle était arrivée à son but, elle avait précisé de la manière la plus explicite, tous les points qui, dans les traités précédens, pretaient à interprétation, à cause de quelques termes vagues glissés à dessein ou par erreur. A l'occasion cependant de l'alliance des trois puissances en faveur de la Grèce, la Porte, poussée par cette fatalité qui la poursuit, a trouvé le moyen de s'attirer, par des provocations impertinentes, une nouvelle guerre avec la Russie. Les armées impériales franchissent pour la première fois les Balkans, et s'emparent d'Andrinople, seconde capitale de l'empire; la Russie force la Porte à y signer la paix, se bornant à la consolidation de tous les avantages qu'elle avait acquis par les traités précédens, y compris celui d'*Ak-kerman*. Nul doute que la Russie pouvait, à cette époque, faire la conquête de Constantinople; mais calculant avec calme, au milieu de son triomphe, ses intérêts matériels, et voulant éviter les chances désastreuses d'un bouleversement général dans un moment où les liens sociaux paraissaient avoir le plus besoin des garanties conservatrices qu'offrait la grande alliance européenne, elle s'est décidée à tirer le meilleur parti d'une circonstance aussi belle, en montrant qu'elle peut, dans toute occasion éventuelle, planter ses drapeaux sur les tours de Constantinople; mais que la mesure de ses conquêtes sur la Turquie était la réalisation plénière de ses intérêts commerciaux, et que son rôle envers la Turquie, surtout depuis le traité d'*Ak-kerman*, avait totalement changé.

Jusqu'au traité de *Bucharest*, la politique russe à l'égard

de l'empire Ottoman ne pouvait être qu'agressive. Elle ne l'a jamais dissimulé, elle a toujours agi conséquemment avec son système jusqu'à cette époque; mais depuis lors, ses vœux s'étaient bornés à consolider ses positions, et à constater, par la stricte exécution des traités, ses droits acquis.

Une nouvelle circonstance que je ne ferai que citer, est venue prouver que la Russie est résolue à ne pas dévier de son nouveau système politique envers la Turquie, jusqu'à l'arrivée du moment que la divine Providence a fixé comme terme immanquable à la durée de la domination musulmane en Europe.

La circonstance que je veux citer est la levée de bouclier du Pacha d'Egypte. Cet événement était de la plus haute importance. La marche d'Ibrahim, fils du satrape, sur Constantinople était destinée à résoudre un grand problème tant aux yeux de l'Europe qu'auprès du parti musulman qui détestait, à juste titre, le sultan Mahmoud. Sous la restauration, en France, on a cru à la possibilité d'une civilisation asiatique. Quelques fausses prévisions et des combinaisons d'hommes à courte vue sur les affaires d'Orient, ont fait espérer au gouvernement royal que les réformes opérées par le Pacha, étaient le prélude d'une puissance nouvelle dont la base reposerait sur une organisation européenne; et qu'en favorisant les entreprises de ce satrape, on pourrait parvenir à faire remplacer l'empire de Constantinople par une nouvelle puissance musulmane, qui changerait la face des affaires, réorganiserait l'empire, et anéantirait l'influence russe en Orient. Cette chimère a été caressée assez long-temps pour faire croire à ce Pacha qu'il était devenu l'objet de la prédile-

ction de l'Europe. Aussi a-t-il nourri et fomenté des intrigues dans l'intérieur de l'Empire, et lorsque les Ulémas, secondés par l'esprit de corps qui a survécu à l'abolition des janissaires, l'ont invité à franchir le *Taurus* et à se présenter devant Constantinople, ce Pacha a cru à la possibilité de l'entreprise, supposant que le moment de frapper le grand coup était arrivé. Il comptait aussi sur l'assistance immédiate de quelques puissances, dont le refus de s'unir avec la Porte contre lui, paraissait une garantie suffisante à son entreprise hasardeuse.

Je n'entrerai pas dans des détails trop connus et qui sont trop près de nous pour avoir besoin d'être récapitulés; mais le résultat de cette immense entreprise, qui avait attiré l'attention de toute l'Europe, a été sans contredit une conviction tardive, mais salutaire à l'avonir du nouvel état hellénique, que la providence vient tout récemment d'ériger. L'Egypte n'est pas la puissance qui héritera des débris de l'empire Ottoman, et le Pacha d'Egypte n'est pas fait pour remplacer la dynastie d'Osman I. Les héritiers légaux de ces vastes contrées existent et attendent.

Ce même événement a prouvé qu'il est d'une haute prudence de ne pas provoquer de nouvelles crises du côté de l'Orient, puisque cette dernière, qui avait l'apparence d'une nouvelle guerre civile, n'a fait que rehausser l'habileté et la prudence politique de la Russie, qui ne vise plus à des agrandissemens territoriaux. L'apparition de sa flotte dans le Bosphore, et celle de son armée auxiliaire, ont imposé un terme à la marche triomphale d'Ibrahim, et paralysé toutes les intrigues ourdies dans la capitale contre le sultan; aussi devait-on s'attendre à la conclusion du fameux traité

de *Hankiar Iskéléssy* qui a suivi cet événement, et qui prouve le nouveau système politique de la Russie à l'égard de la Turquie.

J'ose me flatter d'avoir pu amener à son terme la tâche que je me suis imposée. Il me sera permis à présent de procéder à la solution de la question que j'avais posée au commencement de ce travail, par une *conclusion* qui réunira dans un cadre très rétréci l'ensemble de toute notre argumentation.

CONCLUSION.

Osman I, ayant calculé la possibilité de ramener les sectateurs de *Mahomet* à des sentimens conformes aux principes constitutifs du *Coran*, réussit à retremper le caractère musulman par le fanatisme qu'il a su inspirer, et par la possibilité qu'il a eu d'ouvrir à ses combattans un vaste champ de conquêtes. Après trois siècles de victoires constantes, les états chrétiens ayant réussi à imposer une digue à ce débordement, la puissance Ottomane dévia encore une fois de ses principes, et dut perdre son énergie, et par cela même entrer, à cause de sa faiblesse, dans un système contraire à la lettre et à l'esprit de sa législation: ce système nouveau était celui de *transactions avec les puissances chrétiennes*. Les mêmes moyens qui avaient servi à l'agrandissement de l'empire étaient devenus, par une conséquence toute naturelle, les causes principales de sa décadence, et l'hétérogénéité des principes religieux du musulmanisme avec le législation chrétienne, ne pouvait pas admettre l'introduction d'une civili-

sation européenne. Aussi les musulmans, devant rester isolés de toute sorte de contact avec les puissances qui les environnaient et ne le pouvant pas, ont été forcés à entrer dans le droit public de l'Europe, mais sous les auspices les plus défavorables, la faiblesse leur ayant servi de titre d'admission. Enfin depuis le moment où ils ont été forcés abdiquer leur système de conquête, et à suivre celui des pactisations avec les états chrétiens, c'est à dire, depuis l'époque où ils se sont trouvés dans la nécessité d'être en contact continuel avec la civilisation européenne, ni intérêt, ni revers, ni comparaison du mauvais avec ce qui existe de mieux n'ont pu réussir à leur faire changer de principes d'administration, ni entreprendre une réforme radicale d'abus, ou adopter un système normal d'éducation nationale, moyens qui auraient concouru, sinon à les placer au niveau de la civilisation, du moins à les rendre aptes aux améliorations partielles que quelques uns de leurs souverains ont voulu trop tard introduire parmi eux.

Les relations de cet empire avec les puissances Européennes, à différentes époques, se ressentent aussi de la position où il se trouvait lors de leur conclusion. Tandis que les forces de la Turquie excitaient les appréhensions et les craintes de la chrétienté, les vues des puissances se bornèrent à la comprimer. Par la suite, à mesure que celle-ci s'affaiblissait, les puissances européennes ont établi avec elle des relations commerciales, tout en profitant cependant des occasions qui leur offraient la possibilité de lui extorquer quelques points propes à renforcer leur ligne de défense contre elle. Mais ce qui a le plus contribué à l'épuisement des forces de la Turquie, et à démoraliser

totale^{ment} son armée et la nation en général, c'était les guerres que les intérêts mal-entendus des puissances européennes lui ont suggérées contre la Russie, en dépit du bon sens et des exigences du temps.

Trop tard, à l'époque de l'expédition des Français en Egypte, l'Angleterre, alarmée de la présence de ceux-ci au voisinage des Indes, a senti que l'occupation de toutes ces contrées par la Turquie était d'un haut intérêt pour elle, et que pour cela même, s'unir à la Russie pour la défense de la Turquie, mais éviter aussi à celle-ci toute complication éventuelle devait devenir l'objet constant de sa politique en Orient. Cependant, comme les circonstances du moment ont souvent une grande part dans les décisions des cabinets, les exigences de l'époque d'alors, et la position de l'Angleterre elle-même, lui ont fait commettre la plus grande faute politique qu'elle pouvait se permettre; cette faute consiste dans l'admission de la Porte à des alliances offensives et défensives au dessus de ses forces, et qui l'ont dans la suite entraînée dans des complications extrêmement ruineuses.

Il me sera permis de faire à cette occasion la réflexion suivante. Quand une puissance, dont les institutions ne lui offrent pas la possibilité d'améliorer l'état moral et intellectuel de la société, peut se tenir à l'écart d'un contact avec d'autres états dont les principes constitutifs leur garantissent une marche constante et progressive dans la voie de la civilisation et par cela même une supériorité toujours ascendante, cette puissance, toute barbare, toute faible même qu'elle serait, peut encore se flatter de trainer son existence au delà même des bornes que des calculs bien fondés peuvent lui prescrire : car cet isolement neu-

tralise, pour le moins, les effets pernicio^{ux} des intérêts étrangers, dont l'action sur elle, ne pouvant lui être d'aucune utilité effective, ne cesse d'user les petites facultés et les petites ressources qui lui restent. Or, il est impossible de croire, à moins qu'on ait en vue de s'abuser soi-même, que la Turquie d'aujourd'hui puisse jamais recouvrer des principes vitaux que des convulsions sans nombre ont épuisés. Jamais réforme quelconque ne pourra opérer ce miracle. Cette société est fondée sur des institutions civiles et religieuses qui ne forment qu'un seul et même corps, et la religion musulmane, par son essence même, est contraire à toutes ces améliorations progressives auxquelles la Chrétienté seule est destinée à atteindre. Le musulman individuellement est susceptible de civilisation; mais prétendre que toute une société musulmane en masse, attachée à son culte et aux principes de son organisation civile, puisse se civiliser, c'est courir après une chimère, c'est vouloir l'impossible. Cette société le pourrait quand elle ne serait plus musulmane.

On pourrait donc accorder à la Turquie la possibilité d'une réforme organique, dans le genre de celle qu'Osman I était parvenu à opérer, si en la faisant revenir à ses principes gouvernementaux, ce qui est déjà très difficile, on avait aussi la possibilité de lui ouvrir un nouveau champ de conquête. On pourrait encore lui promettre, telle qu'elle est, une durée plus ou moins longue, si on pouvait lui garantir une existence parfaitement isolée et sans la moindre communication avec les états civilisés qui l'environnent, semblable enfin, à l'isolement séculaire de la Chine et du Japon. Mais, dans la première hypothèse, quel serait le génie qui pourrait, soit du côté

de l'Asie, soit en Europe trouver à la Turquie, au siècle surtout où nous vivons, un champ de victoire et de conquête ? et dans la seconde, il m'est je crois permis de demander, si un parfait isolement et une cessation totale de communications avec les puissances européennes pourrait être garantis pour longtems dans les pays que la Turquie occupe ?

Par les mêmes raisons, un changement de dynastie en Turquie (quand même il serait possible) n'aboutirait à rien. Abstraction faite des difficultés qu'opposent à un pareil changement des préjugés euracisés et des convulsions, qui a elles seules suffiraient à accélérer l'anéantissement de cet empire, je demande quel avantage on en espérerait pour la Turquie ? Croirait-on que le seul homme qui oserait peut-être lever les yeux jusqu'à la hauteur du trône de la race d'Osman, ce pacha d'Egypte si vanté, aurait le temps après sa 74^e année de consolider une œuvre aussi gigantesque, ou qu'Ibrahim son fils, dont l'incapacité administrative et l'ignorance parfaite sont reconnues, pourra jamais se flatter d'un pareil succès ?

Mais pour l'obtenir, il faut commencer par étouffer les passions préexistantes et les nouvelles qui vont naître ; il doit ensuite retremper le caractère de sa nation, en éloignant avant tout, toute idée de civilisation : ce qui serait facile à obtenir, mais qui bouleverserait le *droit public* de l'Europe par le nouveau fanatisme que son nouveau chef lui inspirera en lui ouvrant de nouvelles voies de conquêtes ; ou bien il sera forcé de suivre les mêmes allures de la dynastie expulsée ; et alors quel serait l'avantage que l'empire Turc en retirerait ? Dans toute cette supposition erronée, je n'ai examiné que la

question de la Turquie. Qui si on voulait prendre en considération les intérêts européens, on reconnaîtrait facilement les raisons qui s'opposent à un tel changement.

En résumant donc la question, on peut sans aucune hésitation dire 1^o que la *régénération de cet empire est humainement impossible* ; 2^o que tôt ou tard, ou une secousse intérieure, ou des intérêts européens malentendus et mal calculés ne manqueront pas de le faire crouler ; et 3^o enfin, que les grandes puissances, pour éviter l'effusion du sang humain qu'une provocation brusque ferait ruisseler, et dans l'espoir de s'entendre à l'amiable sur les différens intérêts contradictoires qui se rencontrent et se heurtent dans ce point du monde, les grandes puissances (disons nous, prendront le parti sage de laisser traîner l'agonie de la Turquie, jusqu'au moment fixé par la divine providence, où la nation Hellénique sera appelée à recouvrer sans secousse l'héritage de ses ancêtres.

M. J. Typaldos et le Constitutionnel.

Tout le monde reconnaît à la presse périodique le droit de porter les jugemens les plus sévères sur la conduite des hommes qui jouent un rôle dans les événemens politiques ; mais la morale publique condamne, et les lois punissent sévèrement les injures et surtout les calomnies. Un journal qui se respecte devrait regarder à deux fois avant d'imputer faussement des actions criminelles à des

gens jouissant dans leur pays d'une estime au dessus de tout reproche.

Nous nous trouvons dans la pénible nécessité d'adresser ces réflexions à un des organes les plus estimés de la presse périodique française, au Constitutionnel.

Voici un acte émané d'une autorité publique qui détruit heureusement les imputations de la correspondance du Constitutionnel contre, un des membres des plus honorables et les plus distingués du parquet grec.

N° 2998.

Athènes le 22 Mars 1834.

LE PROCUREUR DU ROI PRÈS LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'ATHÈNES,

A Monsieur P. Typaldos.

Monsieur,

Il résulte de votre requête du 17 (29) de ce mois que le Constitutionnel, journal publié à Paris, dans son numéro du 17(5) Mars a publié une correspondance d'Athènes où il est dit entre autres, que «le procureur du Roi d'Athènes» est parti en emportant toutes les armes déposées au greffe, ainsi qu'une somme d'argent assez considérable, »provenant d'un vol, et qui avait été également déposée »au greffe.» Par conséquent vous invoquez notre témoignage relativement à cette publication en tout ce qui regarde la personne du M^r votre frère, le ci-devant Procureur du Roi.

Faisant droit à votre demande, nous nous empressons

de certifier par la présente, que M. Jean Typaldos, ci-devant procureur du Roi, ayant donné sa demission de ses fonctions publiques, a remis entre nos mains toutes les armes qui se trouvaient déposées au Greffe du ministère public, ainsi que la somme de trois cent soixante quinze drachmes déposées comme pièces de conviction dans une affaire de vol.

A l'exception de ces dépôts, il n'y en avait point d'autres de quelque valeur, ainsi qu'il résulte du registre de notre greffe.

Le substitut du procureur du Roi
(signé) N. SACOPOULOS.

Tout homme de cœur ne pourra qu'honorer les sentiments patriotiques de M.J. Typaldos, qui a sacrifié une position honorable pour courir dans les rangs des chrétiens de l'Épire, et nous remplissons un devoir, en prenant la défense de son honneur si injustement attaqué. B.

Quinzaine politique du Spectateur.

Les relations entre la Turquie et la Grèce sont rompues. M. Métaxa est revenu à Athènes. La sensation que cette nouvelle a produite dans le pays est inconcevable. A la perspective de voir se renouveler cette lutte qui a couvert la Grèce de lauriers, et qui en a rendu une partie à la liberté, il n'y a pas de Grec dont le cœur ne tressaille, dont toutes les espérances ne se raniment. La Porte

enjoignit aux sujets Hellènes de quitter ses états dans l'espace de 10 jours, accordant 5 jours de plus aux négocians. M. Métaxa réclamait six mois. Quiconque sait que plusieurs milliers d'Hellènes sont domiciliés à Constantinople et dans plusieurs autres grandes villes de la Turquie, qu'ils en sont souvent originaires, ayant profité du bénéfice de la loi sur le changement de nationalité pour se soustraire à l'oppression musulmane, qu'ils y ont leurs familles, leurs maisons, leur industrie, toute leur existence, comprendra ce qu'il y avait d'équitable dans la demande de M. Métaxa, et combien la manière d'agir de la Turquie blesse, non seulement les règles les plus communes de l'urbanité internationale, mais aussi tous les sentiments de justice et d'humanité. Nous n'avons pas besoin de le savoir pour affirmer que la Porte s'est arrêtée à cette mesure violente, malgré les représentations et contre les efforts de tous les représentants des nations civilisées. Ceux de la Belgique et des Etats-Unis se sont même généreusement offerts pour prendre sous leur protection les sujets grecs en Turquie, après le départ de leur ambassadeur, et jusqu'à l'expiration du délai qui leur a été accordé; mais la Porte y a mis opposition. Plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfans, vendant à la hâte, ou plutôt abandonnant tout ce qu'ils avaient de plus précieux, car il leur était défendu de rien emporter, et il n'y avait point d'acheteurs, dépouillés, complètement ruinés, se jetaient pêle-mêle dans les embarcations pour fuir cette terre d'esclavage et de persécution.

Tandis que ces scènes désolantes se passaient dans les villes de l'empire ottoman, le gouvernement grec laissait, et laisse toujours en pleine liberté dans ses états, il a même

pris sous sa protection, les sujets ottomans domiciliés en Grèce. Cette différence de procédés est, pensons-nous, assez éloquente.

Cependant la diplomatie à Athènes a tenté un dernier effort pour rétablir l'accord entre la Turquie et la Grèce; seulement nous doutons qu'elle ait pris l'affaire par le bon bout. Il y avait sans doute moyen d'expliquer à la Turquie qu'elle devait se contenter de la réponse de la Grèce, qui accordait tout, excepté ce qui, par les lois fondamentales du pays, échappe à la compétence de son gouvernement. On s'est arrêté à une mesure tout opposée; on a cru devoir au contraire forcer la Grèce à retirer sa réponse à la note turque, et en donner une autre qui satisfasse le Divan. Nous pensons que bien habile serait le ministre qui réussirait à répondre de manière à satisfaire tout à la fois aux prétentions exorbitantes de la Turquie, devenue exigeante par suite des attentions dont elle se voit l'objet, aux principes de la constitution grecque, à la dignité nationale, et aux sentiments de sympathie qui animent le peuple grec envers ses frères mourant pour leur liberté. En attendant, les puissances maritimes, confondant dans une même rigueur l'insurrection en Turquie, l'expression des sympathies du peuple grec, et l'attitude prise par le gouvernement hellénique, exhortent par leurs agents les insurgés à déposer les armes, et à attendre en paix les privilèges qui seront stipulés en leur faveur, conseillant au peuple grec de ne point seconder, de désapprouver même le mouvement de ses frères, interceptent les secours en hommes et en munitions que les populations enthousiastes leur envoient, et rendent le gouvernement grec responsable de

ce qu'il ne veut et de ce qu'il ne peut pas s'opposer à l'élan public. Il y en a même parmi ces agents, qui, dans leur zèle du service, outrepassent, nous en sommes sûrs, les instructions de leurs supérieurs. C'est ainsi que dernièrement un bateau à vapeur français suivit une goëlette de commerce grecque, que le commandant de place de Chalcis avait, par ordre du gouvernement grec, chargée de munitions et de médicaments destinés à la garnison et à l'hôpital militaire de Lamie. Dans ces circonstances critiques, lorsque les provinces limitrophes sont le théâtre de la guerre, il est tout naturel que les forteresses les plus exposées ne soient pas laissées dégarnies; le gouvernement montrerait la plus coupable imprévoyance s'il négligeait ce devoir. Le bateau atteignit bientôt la goëlette, et bien qu'elle ait exhibé des papiers en règle, et qu'elle eût à bord des soldats du gouvernement, et plus de mille boulets de canon, qui prouvent que ces munitions étaient destinées au service du fort de Lamie, car notoirement les insurgés de Thessalie n'ont pas de canons, le bateau s'en saisit en pleine mer, détruisit munitions et médicaments, d'une valeur de 70,000 drachmes à peu près, et jeta le tout à la mer. Cet événement déplorable a eu lieu dans le détroit de Négrépont, plusieurs heures avant que les représentans de France et d'Angleterre n'eussent remis au gouvernement grec à Athènes, une note pour lui signifier qu'à l'avenir on saisirait tout bâtiment qui serait trouvé transportant des munitions, même dans les parages grecs. La goëlette fut donc saisie en pleine paix, contre le droit des gens, sans que rien pût caractériser son contenu comme contrebande de guerre, sans qu'aucune notification ait précédé sa

capture. Nous ne doutons nullement que la France ne désavoue ce procédé, et ne croie de sa dignité d'indemniser la Grèce pour cette prise faite contre les règles; elle est trop puissante pour ne pas vouloir être juste. Du côté de Patras un bateau anglais a saisi une embarcation ionienne portant des munitions aux insurgés, et l'a remise à un bâtiment français qui le suivait.

Que deviendra l'insurrection? que fera la Grèce vis-à-vis de cette attitude prise par les puissances? La Grèce ne saurait dans aucun cas et sous aucune pression possible étouffer ses sympathies pour des Grecs qui aspirent à leur liberté. Elle serait méprisée par ceux-là tous les premiers, qui croiraient y trouver leur intérêt. On assure qu'il lui a été adressé des menaces, qu'on a même été jusqu'à insinuer au roi Othon des craintes pour la conservation de sa couronne. Mais demander au roi de sévir contre l'insurrection, c'est lui demander plus qu'il n'est en son pouvoir de faire. Cependant la Grèce, forcée de se plier aux circonstances, gardera, nous n'en doutons pas, aussi longtemps qu'on l'y laisse, la stricte neutralité qu'on lui impose. Quant à l'insurrection, à travers toutes les difficultés qui pourront lui être suscitées, elle poursuivra son cours avec cette confiance qu'elle puise dans la conviction que, persécutée aujourd'hui, elle sera bientôt accueillie avec joie par l'Europe, lorsqu'on en sera à chercher la vraie solution de la question d'Orient, après que la guerre l'aura embrouillée un peu plus. Il est très-concevable qu'ayant aujourd'hui devant elle une guerre gigantesque, l'Europe ne puisse ni n'ait le loisir de voir au delà. Tout ce qui semble s'opposer à sa marche, et l'empêcher d'atteindre au plutôt son but, elle l'écarte;

pourvu qu'elle n'écarte pas aussi par mégarde le but lui-même! L'insurrection grecque, due aux plus nobles élans du patriotisme, ne peut qu'être saluée par les sympathies unanimes de tous les cœurs généreux, de tous les esprits élevés en Europe. Elle n'est ni une intrigue de parti, ni une entreprise de visionnaires politiques; mais bien un de ces efforts héroïques, que l'histoire enrégistre à l'honneur de l'humanité. Cependant elle a, dit-on, eu le tort de venir en travers des projets de la France et de l'Angleterre, en ce qu'elle détourne une partie des forces turques de la guerre contre les Russes. Est-ce bien sur les forces turques que la France et l'Angleterre comptent pour battre les Russes? Est-on bien sûr qu'au moment même où nous écrivons il existe encore des forces turques? La première grande victoire que les Russes auront remportée sur elles, et cette victoire sera, qu'on n'en doute point, le résultat inévitable de la première grande bataille qu'ils leur auront livrée, la dispersera sans retour, et la Turquie ne sera plus qu'un champ-clos abandonné, un Actium ou un Pharsale où l'Europe videra sa propre querelle, et non celle des Turcs. Mais dans ce cas, ne sera-t-on pas grandement intéressé à ce que ce pays, dont la position est si importante, ne soit pas un *res nullius*, et qu'il s'y trouve quelqu'un de tout prêt pour y remplacer ceux qui s'en vont, sans qu'il devienne la proie du premier occupant, et sans danger pour l'équilibre européen? Les puissances maritimes s'irritent de l'insurrection grecque, comme d'un événement imprévu, et qui traverse leurs entreprises; elles devaient s'y attendre. On avouera du moins que nous n'avons cessé de le prédire depuis que nous avons pris la plume. Toute commotion de la Turquie ne peut avoir pour ré-

sultat que le soulèvement des Chrétiens. Du moment où l'on se décidait à défendre la Turquie, on devait se poser clairement cette question; pouvait-on et voulait-on la défendre, non point contre l'étranger, mais contre ses sujets chrétiens? On devait en d'autres termes opter, entre les deux élémens qui la composent. Le choix n'est pas à notre avis beaucoup plus difficile qu'entre le néant et l'espérance, l'avenir et le passé, la civilisation et la barbarie. Y aurait-il quelqu'un dans toute l'Europe, et nous ne parlons ni des rênégats, ni de ces hommes dont la conscience vaut son pesant d'or, y a-t-il quelqu'un qui suspende encore son jugement entre les Chrétiens et les musulmans? Qu'il porte ses regards sur ces camps des Grecs, où des paysans à demi armés, sans lois, sans codes disciplinaires, sans gouvernement, ayant des injures de plusieurs siècles à venger, savent cependant respecter la vie et la propriété du vaincu, où, manquant de pain, ils partagent cependant leurs minces portions avec les prisonniers auxquels ils laissent la vie, et auxquels ils donnent enfin la liberté, tout en sachant que ce sont autant de bras qu'ils envoient à l'ennemi. Que de là il tourne, s'il l'ose, les yeux vers ces scènes d'atrocités qui ont ensanglanté la côte de l'Épire et la ville de Varna. S. H. Ward, M. Peel, le fils du grand ministre et frère de S. R. Peel qui a fait entendre de si généreuses paroles à la tribune anglaise, et le consul d'Angleterre M. Saunders, ont dû interposer leur autorité dans le premier cas, des officiers français ont été témoins du second, et ont couru en aide aux chrétiens, pour arrêter les cruautés qui les ont remplis d'horreur. Mais peut-être dit-on aux Grecs, si vous souffrez, c'est bien votre faute; pourquoi vous révol-

tez vous ? « Hélas ! » a dit Thérémène à son bourreau qui lui commandait de ne pas crier sous peine de mort ; « en mourrai-je moins si je me tais ? »

Soutenir en Orient la race vivace des chrétiens, pour y fonder quelque chose de stable, parer aux dangers de l'avenir, et en même temps empêcher qu'aucune des puissances ne profite des complications naturelles d'une manière qui compromette l'équilibre européen, telle eût dû être la seule déduction politique de cette guerre, si cette guerre était politique.

M. Saint-Marc Girardin voulait qu'elle eût ce caractère même entre les Turcs et les Chrétiens. Nous ne pouvons pas pousser aussi loin le principe. Il ne peut y avoir de trêve ni de paix entre le christianisme et le mahométisme, que dans le cas où le culte du Christ, le seul culte de tolérance, de douceur et de civilisation aurait, comme c'est le cas en Russie, en Algérie et aux Indes, le dessus sur le culte exclusif et intolérant de Mahomet. Aussi longtemps que les Chrétiens seront empêchés de reconstruire leurs églises, d'en élever d'aussi belles, d'aussi dignes de leur Dieu que les superbes basiliques que les Turcs leur ont enlevées, aussi longtemps qu'ils se verront en butte au fanatisme incorrigible d'un peuple barbare, ils combattront non seulement pour leur liberté, mais aussi pour leur religion.

Mais nous étions aussi d'avis que cette guerre, dans laquelle les grandes puissances de l'Europe sont sur le point de s'engager, n'avait en vue que les grands intérêts politiques de l'Europe. Si nous pouvions en douter un instant, la colère avec laquelle certains journaux de France et d'Angleterre dénonçaient l'Empereur de Russie de ce que dans ses proclamations il osait parler de religion, ne pouvait nous laisser aucun doute. Et cependant nous nous trompions. Un document fort important, soutenu

aussi par certains journaux, par le Constitutionnel p. e., le mandement de Mgr l'archevêque de Paris, est venu nous tirer de notre erreur. Non, nous allons assister à une immense guerre de religion. Employant tantôt la langue du diplomate, tantôt celle du prédicateur, Monseigneur de Paris, après avoir tranché la question des traités et des négociations, assure que si la France s'est engagée dans cette guerre sainte, ce n'est pas pour défendre les Turcs, c'est pour sauver l'idée chrétienne, qui depuis Photius s'était corrompue en Orient, et y était devenue radicalement impuissante pour réprimer l'ennemi du dehors, c'est pour combattre le Christianisme corrompu et la menteuse orthodoxie des Grecs, c'est pour favoriser les symptômes de retour à l'unité, qui se seraient manifestés en ce moment même, au sein de l'hellénisme chrétien. M. l'archevêque parle à son aise des erreurs des autres; mais le précepte de charité de notre sainte église, veut qu'on ne commence pas par voir le brin d'herbe dans l'œil de son prochain. Quant à ses notions historiques au moins, nous qui ne sommes tenus à croire à l'infailibilité de personne dans ce monde de mensonge et d'erreur, nous sommes loin de les trouver infailibles. Quand Byzance réprima-t-elle plus vigoureusement ses ennemis du dehors que depuis la séparation des églises ? Que fait M. l'archevêque des exploits des Phocas, des Basile, des Zimiscès, des Ouranus, des Xiphias, des Sclérus, qui ont couvert d'éclat l'étendard du Christianisme, et que l'histoire place à côté des plus grands guerriers de l'antiquité ? M. l'archevêque se trompe également s'il croit que c'est en ce moment seulement que des symptômes de retour à l'unité se sont manifestés au sein de l'hellénisme chrétien. De tout temps l'unité a été le vœu le plus ardent de l'église orthodoxe; tous ses efforts y ont toujours tendu, et dans son service de tous les jours, elle consacre une fervente prière au pardon, et au retour à la vérité et dans son giron, de tous ceux qui s'en sont malheureusement séparés. Ce sont là les seuls symptômes dont puisse parler M. l'archevêque, à moins qu'il ne se fasse d'étranges illusions, et ces symptômes sont aussi anciens que l'église. Mais nous serions assez curieux de savoir si l'Angleterre protestante va, en connaissance de cause, répandre son meilleur sang en Orient, uniquement pour y faire les affaires du catholicisme, si elle est assez intimement convaincue de la véritable orthodoxie de M. l'archevêque de Paris, pour s'en faire le missionnaire militant. Et ces nobles soldats de la France, qui se sont toujours faits les champions de toutes les libertés, iraient-ils maintenant, à la voix des prêtres, combattre la plus précieuse de toutes, celle de la conscience, et se faire les instruments d'un prosélytisme à main armée ? Non, non, vous

connaissez les Français moins encore que l'Orient, si, n'ayant pas réussi à les exalter assez à l'idée qu'ils vont défendre le faible contre le fort, le musulman contre le Russe, vous espérez les fanatiser à la perspective qu'ils vont substituer l'autorité du Pape à celle du Patriarche. Vous trouverez peu de ces fils de la gloire prêts à mettre leurs sabres au service de vos querelles théologiques. Eh quoi ! Lorsque forcés par ce que vous croyez une nécessité politique vous allez combattre à côté des Turcs, combattre peut-être même les Chrétiens qui meurent pour la liberté et la sainte église du Christ, vous n'hésitez pas à prononcer ce fameux cri de ralliement, « Dieu le veut ! » Vous ne craignez pas que les échos de ces saints Lieux profanés par des infidèles, ne s'élèvent pour vous rappeler que ce cri de triomphe était jeté par vos ancêtres, lorsqu'ils portaient l'étendard glorieux du Christ contre l'ennemi commun du Christianisme ! Non, Dieu n'a pas voulu que les croisés qui allaient se battre pour sa gloire tournassent leurs armes contre les Chrétiens, et s'emparassent d'un trône qu'ils étaient venus secourir ; il ne l'a pas voulu, et l'empire qu'ils ont ainsi fondé à Byzance, n'a duré que soixante ans, et a passé sans y laisser d'autres traces, que celles des incendies qui ont de leurs jours dévoré toutes les richesses de la première ville du monde.

Etes-vous donc si impatients de jeter toute la race grecque, tous les chrétiens du rite oriental, définitivement entre les bras de la Russie, pour venir pas vos mandements au moins impolitiques, pour ne pas dire plus, éveiller toutes leurs susceptibilités religieuses, et exciter toutes leurs craintes ? ou bien, croyez-vous ne pas avoir besoin des sympathies des Chrétiens en Orient lorsque vous possédez celles des Turcs ? Vous vous trompez gravement. Vous négligeriez l'âme, pour vous attacher à la masse inerte. Voyez combien la conduite de la Russie est plus habile que la vôtre, de cette Russie que, peu justes dans votre colère, vous appelez barbare. Elle sait où est l'avenir, elle comprend quel est l'élément qu'elle doit s'efforcer d'attirer à elle. Toujours, quand même elle croit avoir à se plaindre des Chrétiens de l'Orient, elle les ménage, elle les choisit, elle les protège, elle les traite en enfans gâtés, jamais en ennemis.

Aujourd'hui ils sont engagés dans un combat de vie ou de mort ; tout leur cœur est là ; ils y voient tout leur avenir, toute leur existence, la réalisation de tous leurs rêves de quatre siècles, le prix de leur héroïque persévérance au milieu des souffrances les plus inouïes. Quiconque leur tend la main dans ce moment suprême, sera pour eux un ange de salut, et se les attachera par les liens indissolubles d'une éternelle reconnaissance. Eh bien ! excepté les livres et les souvenirs de leurs ancêtres, c'est dans les auteurs,

c'est dans les grands exemples des peuples la plus éclairés de l'Europe, c'est dans les sympathies que tout ce qui est grand et noble ne manque jamais d'inspirer, que les Grecs ont puisé leur amour pour l'indépendance, leur dévouement enthousiaste à la liberté ; et lorsqu'aujourd'hui ils se décident à périr plutôt que de porter plus longtemps des chaînes, ils trouvent devant eux les armées des nations libérales, qui, dans le sentiment de leur puissance n'eussent jamais dû agir qu'en protecteurs et en sauveurs du faible et de l'opprimé, et tandis que ces armées les compriment et les repoussent, c'est la Russie qui dans la circulaire du comte Nesselrode leur tend une main secourable, leur promet son assistance et pendant la guerre et à la conclusion de la paix. On nous oppose les privilèges stipulés par les puissances occidentales en faveur des sujets chrétiens du sultan ; nous répétons ce que nous avons dit plus d'une fois, car nous ne voulons être en rien les complices de l'erreur dans laquelle l'Europe paraît être plongée à leur sujet, et qui pourra influencer sa conduite : ces privilèges ne sont qu'une dérision ; les Turcs les donnent, et les Chrétiens ne les acceptent pas, parce que les uns et les autres savent bien ce qu'ils valent. Les firmans ont été signés. Les Turcs et les Chrétiens sont égaux devant la loi (mais malheureusement il n'y a pas de loi, excepté celle du prophète, devant laquelle le Chrétien est l'esclave du Turc), le Chrétien peut être Pacha à plusieurs queues, peut être général, peut être vizir ; les firmans ont été signés, et cependant la grande réforme a passé inaperçue, les sujets du Sultan, n'ont pas éclaté en cris d'allégresse, les armes ne sont pas tombées des mains des insurgés. C'est que d'abord ceux qui y sont intéressés, savent mieux apprécier ces soi-disant privilèges, et sont convaincus qu'une fois les troupes alliées parties de la Turquie, il n'en sera plus parlé ; c'est qu'ensuite, ce que les Chrétiens réclament, ce ne sont pas des privilèges sous la domination turque, c'est leur propre affranchissement, c'est un coin au soleil de la liberté. Ils possédaient avant 1821 deux principautés, où ils avaient des droits presque souverains, où ils donnaient des lois, recevaient des agents diplomatiques, avaient un trésor, disposaient de la vie et de la mort des citoyens. Il ont volontairement sacrifié tout cela, aussitôt qu'ils eurent entendu retentir le clairon de l'indépendance. Seront-ils aujourd'hui alléchés par la perspective du privilège de garder leurs têtes sur leurs épaules sans payer de rançon, par celle de ne pas être considérés par les Turcs comme appartenant à une variété inférieure de la race humaine, par l'espoir enfin d'obtenir des droits qui, dans les pays civilisés, ne sont pas refusés aux criminels eux-mêmes ?

On nous oppose autre chose encore, la correspondance secrète entre l'An-

gleterre et la Russie. Le *Moniteur*, en la publiant, ajoute qu'elle doit servir d'avertissement aux Grecs ; le ministre d'Angleterre l'a, si nous en sommes bien informés, communiquée au gouvernement de la Grèce, pour l'éclairer sur les projets de la Russie. C'est plutôt la France et l'Angleterre qu'elle pourrait éclairer sur l'erreur de ceux qui ont soutenu que l'insurrection des Chrétiens de la Turquie avait été excitée par les Russes. Quant à nous, elle ne nous apprend rien qui ait lieu de nous étonner ; nous n'avons jamais eu la folle prétention de croire que la Russie dût faire nos affaires plutôt que les siennes. Et cependant nous ne le dissimulerons pas ; cette correspondance, s'il faut la croire complète, et si elle dit tout ce qu'elle a l'air de dire, nous a profondément affligés. Nous y avons vu que l'Angleterre ne croit pas pouvoir, que la Russie ne croit pas devoir travailler à l'établissement d'un grand état chrétien en Orient, double prévention, qui, s'emparant de l'esprit des grands arbitres des peuples, peut entraver l'accomplissement de nos destinées, et pourrait même les détruire, si nous n'étions sûrs que le temps et les circonstances finiront par en faire justice. La Turquie une fois éliminée, les Puissances occidentales seront forcément amenées à l'accomplissement de nos vœux, si elles veulent sincèrement conserver l'équilibre européen, et elles ne peuvent ne pas le vouloir. Quant à la Russie, il est tout naturel qu'elle préfère un voisin inoffensif à un voisin puissant ; mais lorsqu'elle se sera convaincue que les Puissances de l'Europe voudront toujours empêcher toute son action sur son voisin, lorsque les circonstances actuelles lui auront donné l'expérience que par l'application de la vapeur sur terre et sur mer, l'Europe n'est plus qu'à quelques journées de ses portes, elle trouvera, n'en doutons point, qu'il est plus sûr d'avoir à ses portes une Puissance solide qui les défende en se défendant soi-même ; et, considérant sous un nouveau point de vue sa position en Europe, elle croira utile à ses intérêts ce qu'elle a paru autrefois redouter.

A.



M. RENIÉRI.